

Invitez les lockoutés d'ABI

Le 11 janvier 2018, Alcoa et Rio Tinto ont mis en lockout 1030 travailleurs et travailleuses. Pour-tant la section locale 9700 des Métallos avait indiqué son intention de poursuivre les négocia-tions et de ne pas exercer son mandat de grève.

Les points en litige sont le financement du régime de retraite et le respect de l'ancienneté dans les mouvements de main-d'oeuvre.

Depuis le début du conflit, la compagnie revoit ses demandes à la hausse de mois en mois. Elle a renié sa signature sur des clauses déjà paraphées.

ABI a recours à des briseurs de grève pour maintenir sa production au tiers de sa capacité.

Le lockout coûte aux Québécois près de 600 000 \$ par jour en électricité non payée. Cela représente un manque à gagner de près de 200 millions à ce jour. Tout ça parce que la compagnie assimile un lockout à un «Act of God».

Les multinationales de l'aluminium bénéficient d'avantageux tarifs d'électricité. Pourtant, elles prennent en otage la population en déclenchant un odieux lockout et en reflant la facture de leur conflit de travail à tous les Québécois.

Appuyez les lockoutés en invitant une équipe d'ambassadeurs pour une présentation sur le conflit lors d'un de vos instance, comme une assemblée générale.

Des équipes de lockoutés sillonnent le Québec pour sensibiliser tous les travailleurs syndiqués sur les impacts de ce lockout.

Pour nous inviter à faire une présentation, contactez :

Bryan Sawyer

Cell: (819) 690-0993

Courriel: bryan_sawyer@hotmail.com

Via Facebook ou Messenger : Bryan Sawyer

Merci et au plaisir de vous rencontrer

SOLIDARITÉ !





Le lockout chez ABI a fait perdre près de
200 M\$ à  **Hydro Québec**
Tous les Québécois paient pour cela.

ENEZ APPUYER LES LOCKOUTÉS D'ABI

LE 28 NOVEMBRE 2018

**RASSEMBLEMENT À 11H30 DEVANT LE SIÈGE SOCIAL D'HYDRO-QUÉBEC
75, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MTL
(MÉTRO PLACE-D'ARMES OU SAINT-LAURENT)**

*Un lockout n'est pas un «Act of God» ou un cas de «force majeure».
Québec doit mettre fin à la clause de «force majeure»
qui permet à Alcoa et Rio Tinto
de se soustraire à leurs obligations financières pendant un lockout.*



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec